

Audience des historiens et géographes au MEN, 11 avril 2024

Avec Mme Brigitte Hazard, conseillère spéciale de la ministre Mme Belloubet

Joëlle Alazard, Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG)

Philippe Prudent, Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG)

Manuel Royo, Société des professeurs d'histoire ancienne de l'université (SoPHAU)

Charles Meriaux, Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public (Shmesp)

Nicolas, Le Roux, Association des historiens modernistes des universités françaises (Ahmuf)

Laurence Guignard, Historiennes et historiens du contemporain (H2C)

Amaël Cattaruzza, Comité national français de géographie (CNFG)

Les sociétés d'histoire et de géographie ont été reçues lors d'une audience au ministère de l'éducation par la conseillère Brigitte Hazard. Nous avons pu relayer les éléments communs du texte co-signé, qui ont été écoutés avec politesse : l'affaiblissement disciplinaire qui résulterait d'un capes placé à la fin de la L3, notre attachement à un M1 au contenu disciplinaire, les conséquences d'une formation continue étiolée, les difficultés concrètes de la réforme annoncée et les points d'incertitude qui demeurent, en particulier sur la place de la formation de la recherche en master.

La principale conclusion que nous tirons de l'échange est que le dossier n'est pas entièrement géré par la rue de Grenelle. On nous rappelle et nous commente les annonces présidentielles, intangibles : un concours en fin de L3 dès 2024, de nouvelles « écoles normales du XXIe siècle » (préparons-nous à désapprendre l'acronyme ENSP), des élèves fonctionnaires stagiaires salariés à 900 euros en M1/1800 euros en M2. Le caractère déceptif de la suite de l'entretien n'a rien d'étonnant. Le MEN n'a pas la main, il ne peut donc que partager nos incertitudes et espérer avec nous que le « pari » (sic) qu'est cette réforme sera gagné, avec un peu de chance. Des équipes travaillent, (à Matignon? A l'Elysée ?), pour une réforme dont l'objectif n'est pas, nous a-t-on affirmé, « de faire régresser le niveau académique des professeurs – on les veut au moins aussi bons ». Quant au calendrier intenable pour les universités, il faut croire que l'intendance, une fois encore, suivra.

Au-delà des vœux pieux - et peut-être des aveux d'impuissance - rien de précis, hormis la promesse de nouvelles annonces à la fin du mois d'avril et un dernier Capes ancienne formule qui serait programmé pour 2026 permettant aux nouveaux M1 2024 d'achever leur cursus : pouvions-nous imaginer que nous repartirions avec plus de questions que nous n'avons eu de réponses ? Nous voilà bien peu rassurés...